



EXTRÊME DROITE

Pour exister, Éric Ciotti se met dans les pas de Javier Milei et d'Elon Musk

Le président du petit parti UDR propose une « loi tronçonneuse » afin de réduire drastiquement la dépense publique et supprimer des centaines d'agences. S'inspirant des modèles argentin et américain, le député entend cultiver sa singularité, à l'ombre de Marine Le Pen.

Youmni Kezzouf - 1 février 2025 à 19h03

Éric Ciotti ne tient pas encore ses conférences de presse en espagnol avec une tronçonneuse dans les mains, mais il n'en est pas loin. Le président du petit parti Union des droites pour la République (UDR), allié du Rassemblement national (RN), multiplie depuis des semaines les propositions ultra-libérales, et même libertariennes, en assumant s'inspirer du président argentin Javier Milei ou d'Elon Musk.

Le député des Alpes-Maritimes revendique même une proximité avec le dirigeant argentin, qui répond à certaines de ses publications sur le réseau social X, pour le plus grand plaisir d'Éric Ciotti qui s'empresse de les partager avec un petit mot en espagnol – mais aussi de ses équipes qui en informent immédiatement les journalistes.

Au-delà des réseaux sociaux, l'UDR a récemment organisé un « forum des libertés » à la Maison de l'Amérique latine, à Paris. L'occasion de lancer une grande offensive sur la bureaucratie, les normes, les agences gouvernementales et la dépense publique. Avec, en point d'orgue, une proposition de « loi tronçonneuse » que son président a détaillée sur divers plateaux télévisés.

Lors de ses vœux, l'ancien patron du parti Les Républicains (LR) a dressé face à la presse un tableau apocalyptique de la France, « au bord d'une crise financière majeure, avec des

déficits publics abyssaux, un niveau de dépenses publiques et des prélèvements obligatoires record, une situation sécuritaire dangereuse, une crise migratoire... ». Éric Ciotti a ensuite développé sa solution à tous ces maux, directement inspirée des mesures libertariennes du président argentin : baisser les dépenses publiques de 120 milliards d'euros par an pendant cinq ans.

« *Le vent de liberté que nous voulons insuffler dans l'économie, selon lui, pourra générer une croissance que nous chiffrons à 3 ou 4 points* », prenant en exemple la croissance argentine. « *Le vent de liberté souffle dans le monde et rien ne l'arrêtera* », a-t-il ajouté, reprenant une formule martelée par l'eurodéputée zemmouriste Sarah Knafo, autre thuriféraire de Donald Trump et Elon Musk.

Des suppressions à la tronçonneuse

Première proposition d'Éric Ciotti : la création d'un « département de l'efficacité publique », directement copié sur le département américain confié par Donald Trump au milliardaire et propriétaire de X, Elon Musk. Cette instance serait chargée de mettre en place l'avalanche de destructions d'agences que souhaite l'UDR : 400 suppressions parmi lesquelles les agences régionales de santé, l'Arcom, l'Office français de la biodiversité ou encore l'Office français de protection des réfugiés et apatrides.

La tronçonneuse du député des Alpes-Maritimes ne souhaite pas s'arrêter là. Elle prévoit, pêle-mêle, la suppression de « 25 % des normes », du principe de précaution, des zones à faible émission (ZFE), de la loi solidarité et renouvellement urbain (SRU) sur les logements sociaux, du Conseil économique, social et environnemental (Cese), du pass Culture...

En somme, un véritable paradis pour les grands patrons qui, à l'image de Bernard Arnault lors de la présentation des résultats de LVMH mardi 28 janvier, voient d'un très bon œil « *le vent d'optimisme qui règne* » aux États-Unis, et sa succession de décrets visant à mettre à bas l'État fédéral.

« On devrait faire comme aux États-Unis, nommer quelqu'un pour "slasher" un peu la bureaucratie. Mais dès qu'on essaie de faire ça, on est poursuivi, c'est impossible... », a regretté le milliardaire français, quelques jours après avoir assisté à l'investiture de Donald Trump. « Qu'on aime Bernard Arnault ou pas, je pense qu'il est le porte-voix de beaucoup de chefs d'entreprise, qu'ils aient un ou deux employés dans leur boîte ou qu'ils en aient des centaines de milliers », indique à Mediapart Charles Alloncle, porte-parole de l'UDR.

Éric Ciotti trace donc son sillon libertarien, tout en se défendant de l'être, car « il y a la limite de la loi, qui doit être respectée ». Il chasse ainsi sur les terres idéologiques de Valérie Pécresse et David Lisnard, chantres du libéralisme économique chez LR depuis des années. La présidente de la région Île-de-France a elle-même tenu, mercredi 29 janvier, son propre colloque pour « libérer l'économie française » et « oser le dénormage à la hache ».

Un couloir politique dans lequel le député des Alpes-Maritimes s'est engouffré, tentant de devenir sur l'économie ce qu'Éric Zemmour a été sur l'immigration : un agitateur de concepts qui élargit la fenêtre d'Overton, faisant arriver dans le débat public des formules radicales qui, petit à petit, sont adoptées par d'autres. En témoigne la reprise, par le premier ministre, de la formule de « submersion migratoire » supposée menacer le pays. Les cadres de l'UDR revendiquent d'ailleurs cette volonté d'être « la boîte à idées » de la droite française, autour de trois piliers : « autorité, identité, liberté ».

Si l'UDR a travaillé à ses propositions de son côté, il en a tout de même expurgé quelques-unes sur demande du RN avant de les rendre publiques.

« Depuis quelques mois, il a trouvé une identité politique qui soit ni tout à fait celle du RN, pour justifier qu'il ne soit pas absorbé, ni celle des Républicains qu'il a quittés », analyse Émilien Houard-Vial, politiste spécialiste de la droite française. Un positionnement qui assure une existence médiatique à Éric Ciotti et qui se révèle peu coûteux politiquement, selon le chercheur : « Il est dans une situation un peu privilégiée : jusqu'à nouvel ordre, il est celui

à qui le RN offre, pour prétendre être un grand parti de coalition, des circonscriptions. Il peut porter le discours qu'il veut, de toute façon, les gens votent pour ses candidats comme des candidats RN. »

Tandis que le parti de Marine Le Pen regarde d'un œil distant les élucubrations libertariennes de l'UDR, les cadres du parti ciottiste tentent de ménager l'alliance avec le RN, en assurant que leurs propositions ne sont pas si éloignées. Il est vrai que Jordan Bardella a martelé pendant toute la campagne européenne sa volonté de débureaucratiser la France, répétant à chaque meeting sa détestation des normes imposées par l'Union européenne (UE) et développant une ligne plus libérale économiquement que celle de Marine Le Pen.

« Notre projet, c'est pas de réduire l'État, c'est de le simplifier pour qu'il marche mieux, assure à Mediapart un cadre de l'UDR. On a le même objectif que le RN, renforcer l'État pour le rendre plus efficace. » Interrogée le 29 janvier sur LCI sur la suppression de fonctionnaires, Marine Le Pen a pourtant tenu un discours très différent de son allié et balayé la question : « Non non, ça c'est vraiment des trucs de droite. »

Si l'UDR – qui revendique représenter « une droite qui s'assume » – a travaillé à ses propositions de son côté, il les a tout de même présentées au RN avant de les rendre publiques et en a expurgé quelques-unes sur demande du parti de Jordan Bardella. « Sur d'autres propositions où ils ne sont pas 100 % alignés, comme la réforme territoriale, on les a quand même mises dans le projet, tempère Charles Alloncle. C'est un nouvel exemple de toute la latitude qu'ils peuvent nous donner dans le cadre de cette union. »

Un projet « original mais délirant »

Parmi les propositions phares de l'UDR, Éric Ciotti a un grand projet pour remodeler le millefeuille territorial français : supprimer les régions et les départements afin de les remplacer par une nouvelle entité qui regrouperait leurs compétences, la province. Le Niçois avait déjà formulé cette proposition lors de la primaire de la droite en 2022, tout comme le maire de Cannes (Alpes-Maritimes) David Lisnard, défenseur de la « décentralisation

radicale », qui proposait la même chose en 2021.

Un projet « *original mais délirant* », selon Thomas Frinault, professeur de sociologie politique. « *Il y a déjà eu une tentative de réintroduire les provinces de l'Ancien Régime, c'était sous Pétain, qui voulait supprimer les départements hérités de la Révolution française* », rappelle le chercheur.

Les cadres de l'UDR, eux, citent plus volontiers la volonté de Michel Debré en 1947 de fusionner des départements pour réduire leur nombre. « *La référence à Debré ne tient pas*, détaille Thomas Frinault. *À l'époque, les régions n'existaient pas. Le projet de l'UDR supprime d'un trait de plume les régions. Or le problème de la France aujourd'hui est plutôt d'avoir des gouvernements régionaux qui sont trop faibles, plutôt que trop puissants. On le voit quand on se compare à nos voisins italiens ou espagnols.* »

Du côté des ciottistes, on insiste surtout sur « *un sentiment* » : celui que « *les collectivités intermédiaires sont devenues des entités à distribuer de l'argent de manière*

assez opaque », ce qui justifierait, dans la fièvre simplificatrice de l'UDR, de les supprimer. À la tête de ces provinces, Éric Ciotti souhaite placer un préfet aux moyens considérablement renforcés, qui récupérerait par exemple les prérogatives des recteurs. « *Il y a une volonté de remise au pas, avec un préfet tout-puissant, un homme fort de l'État, alors même que les prérogatives des préfets sont déjà assez larges* », s'inquiète Thomas Frinault.

Le porte-parole de l'UDR, lui, assure que cette volonté de supprimer des échelons locaux est « *soutenue par une très grande majorité de Français* » : « *C'est un bon exemple de l'incompréhension des Français et de toutes ces dépenses inutiles qu'ils constatent chaque jour* », prétend-il.

Younni Kezzouf

Si vous avez des informations sur les extrêmes droites à nous communiquer, vous pouvez nous contacter à l'adresse extremedroite@mediapart.fr.